

« Retraites : une réforme sans courage »

Par Jérôme Cahuzac, Pierre-Alain Muet et Marisol Touraine*

(*Le Monde*, 24 juin 2010)

Le président de la République a décidé de réformer les retraites à la hâte. Une réforme alibi pour faire oublier toutes celles qu'il a manquées ; une réforme pour tenter de rassurer des marchés qui s'inquiètent de notre situation financière et donner des gages à une Allemagne qui, agacée de recevoir des leçons de la France, conditionne désormais le maintien de ses relations privilégiées avec nous à l'instauration d'une politique de rigueur dénuée d'ambiguïté.

Fragilisé financièrement, le gouvernement cherche à rassurer les investisseurs, puisque toutes les politiques engagées depuis 2002, et particulièrement depuis 2007, ont été financées par la dette, depuis le paquet fiscal de l'été 2007 jusqu'au grand emprunt, en passant par la taxe professionnelle et la baisse de la TVA dans la restauration.

Mais parce qu'elle est à courte vue, parce qu'elle n'est pas financée, parce que surtout elle est injuste, la réforme annoncée ne fera qu'accroître l'inquiétude et l'angoisse de nos concitoyens et retardera le rétablissement de la confiance nécessaire au retour de la croissance et de l'emploi. Cette réforme, si elle reste en l'état, sera une réforme ratée.

D'abord parce que le compte n'y est pas. Il fallait dégager 45 milliards d'euros annuels d'ici à 2020. Il manquera chaque année plus de 15 milliards, que l'Etat devra emprunter. Malgré la réforme, la France va devenir le plus gros emprunteur public en euros du marché, avec un besoin de financement de plus de 450 milliards dès cette année et probablement autant l'année prochaine !

Ensuite parce que cette réforme est profondément déséquilibrée. L'essentiel de l'effort sera demandé aux salariés, qui financeront ainsi 83 % de la réforme. Les mesures d'âge représentent en effet plus de 25 milliards d'euros sur les 30 milliards qui sont réellement financés. Le choix de relever l'âge légal de 60 à 62 ans est la solution la plus défavorable pour les salariés modestes qui ont commencé à travailler tôt, ont eu les métiers les plus pénibles et les rémunérations les plus faibles.

Quant au relèvement de l'âge de départ à taux plein de 65 à 67 ans, il touche de plein fouet les salariés - principalement les femmes - qui ont connu des carrières incomplètes. Nous n'insisterons jamais assez sur le caractère décalé d'une réforme qui n'attaque pas de front le chômage des seniors. Que va-t-on y gagner sinon l'augmentation du nombre de chômeurs de longue durée ?

De même pour la marque dogmatique et autoritaire d'une réforme qui veut imposer le même chemin à tous, alors que les parcours professionnels sont divers, les histoires de vie fragmentées, les espérances de vie inégales.

Face à cela, les ressources nouvelles représentent 5 milliards d'euros, dont 2 milliards concernent

les revenus du patrimoine. La véritable réforme de la fiscalité du patrimoine attendra, puisque le gouvernement, tout en prétendant les taxer plus, maintient de fait l'exonération totale des plus-values au bout de huit ans de détention.

Surtout, les cent plus gros bénéficiaires du bouclier fiscal vont sans doute payer quelques centaines d'euros en plus, mais ils percevront toujours des chèques de 1,8 million d'euros, en moyenne, au titre de ce bouclier. Quant aux entreprises, leur effort représentera moins de 6 % de l'enjeu financier.

Enfin, tout en refusant de fournir aux régimes de pensions les recettes nécessaires, le gouvernement a recours à un expédient moralement irresponsable. Le gouvernement accumule les déficits jusqu'en 2018 et les finance en siphonnant les seules réserves qui avaient été accumulées, au cours de la dernière décennie au bénéfice des jeunes générations.

Les 35 milliards du fonds de réserve des retraites créé par la gauche vont être dilapidés, alors que cette réserve avait été constituée pour passer le cap générationnel des années 2020. Comment redonner confiance aux jeunes générations dans notre pacte social si la politique suivie consiste à ne leur laisser que des dettes et à faire main basse sur les ressources qui leur étaient destinées ?

A l'opposé de cette réforme, le Parti socialiste a fait des propositions pour instaurer une retraite choisie permettant davantage les choix individuels dans le cadre de garanties collectives, acceptant l'allongement progressif de la durée de cotisation tout en prenant en compte la pénibilité des métiers et la question décisive de l'emploi des seniors.

Il va de soi que des prélèvements obligatoires sont nécessaires si l'on ne veut pas accumuler les déficits : à chacun de contribuer à l'effort en fonction de ses vrais revenus et une fois clarifiée la participation des entreprises à cet effort national.

Aussi grave soit-elle, la situation de notre pays ne peut justifier une réforme injuste faisant porter l'effort sur les salariés les plus modestes et fragiles, une réforme irresponsable, pillant les seules économies réalisées à ce jour pour les générations futures.

Une réforme qui, n'étant pas à la hauteur des enjeux, ne permettra même pas de rassurer des marchés pour qui, pourtant, elle est faite.

* Députés socialistes.